

Pouvoirs publics et entreprises

Séminaire IHEDATE, 22 mai 2015

Nicolas Portier, délégué général de l'AdCF

Avancées législatives et réformes à l'agenda (loi NOTRe)

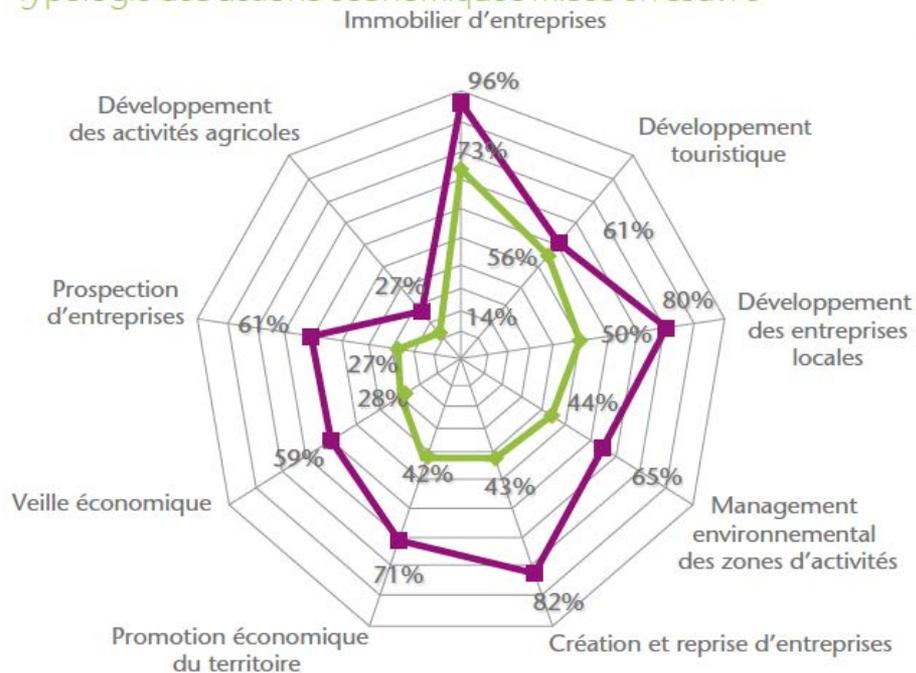
- **La clarification des compétences économiques**
 - Un objectif d'intégration renforcée sur les compétences opérationnelles (suppression de l'intérêt communautaire au sein de la compétence économique des communautés = compétence complète)
 - Un renforcement du rôle de pilotage des régions (Schémas régionaux de développement économique d'innovation et d'internationalisation – SRDEII – « prescriptifs »)
 - Une réorganisation en cours des partenaires des communautés (CCI, agences de développement...)
- **Des stratégies de développement universitaire**
 - Les Métropoles peuvent entrer au capital des sociétés d'accélération de transfert de technologie (SATT) et dans le pilotage des pôles de compétitivité.
 - Loi « Fioraso » sur l'enseignement supérieur et la recherche du 22 juillet 2013 institue des schémas de développement universitaire (SDU) dans les agglomérations.

Les enjeux du mandat 2014-2020 : affirmation et diversification de l'action économique des communautés

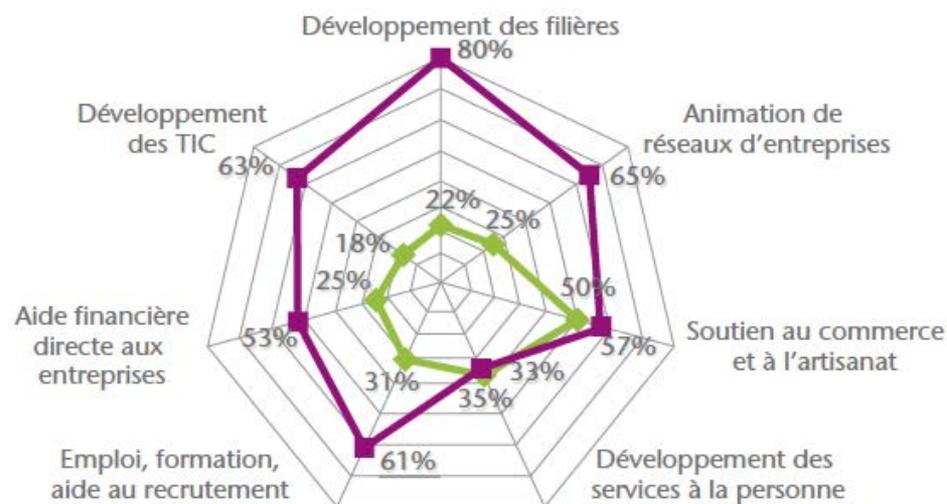
- Le **bassin d'emploi** comme niveau de coordination pour l'anticipation des mutations économiques sur les sujets d'emploi, formation, RH, qualification (animation avec les OPCA, l'enseignement supérieur, le service public de l'emploi local) ;
- Formalisation de **stratégies économiques convergentes avec les stratégies régionales** et complémentaires avec l'action économique des régions : animation de proximité, clubs et réseaux d'entreprises, appui à la création...
- La **communauté**, acteur de proximité immédiate qui assure la maîtrise d'ouvrage opérationnelle de l'aménagement économique (services supports aux entreprises et aux salariés, aménagement/requalification de ZAE, etc.)
- Valorisation des **atouts résidentiels** et des ressources territoriales sur lesquels peuvent se fonder des politiques de développement local (renforcement et montée en gamme des services, amélioration des capacités d'accueil touristique, appui aux nouvelles activités portées par l'économie sociale ou l'économie circulaire, circuits courts...)

Une action économique des communautés de plus en plus affirmée et diversifiée

Typologie des actions économiques mises en œuvre



Engagement en faveur du développement des entreprises locales



◆ Communautés de communes
 ◆ Communautés d'agglomération
 Communautés urbaines

Orientations ou positions associatives

- Appuyer le réseau des **agences de développement** dans leur repositionnement institutionnel et l'évolution de leurs métiers (en lien avec les intercommunalités).
- Organiser une **gouvernance intégrée des outils territoriaux de l'emploi, de la formation et de l'insertion** (maison de l'emploi, PLIE, missions locales, pôle emploi...) et proposer des contrats d'objectifs.
- Encourager la création de **sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC)** dans des secteurs émergents (emplois verts, EnR, circuits courts...).
 - La loi du 31 juillet 2014 relative à l'ESS autorise les collectivités territoriales à détenir 50% du capital d'une SCIC (contre 20% auparavant).
- Amplifier dans les territoires les **rapprochements entreprises-établissements** d'enseignement supérieur et les projets collaboratifs (orientation des étudiants et diplômés, stages, financements de bourses, projets de R&D...).
- Améliorer le **dialogue territoires-entreprises sur les questions fiscales** (CVAE, CFE, VT, TEOM, révision des valeurs locatives....) cf. positions AdCF Assises de la fiscalité sur les entreprises

L'émergence d'une autorité organisatrice du développement économique local

96% des présidents de communauté déclarent que la clarification des compétences est nécessaire au renforcement de leur action économique.

70% des présidents estiment que beaucoup d'efforts restent à faire dans leur bassin d'emploi pour coordonner et rendre lisibles les systèmes de soutiens publics aux entreprises.

23% jugent que le processus décrit ci-dessus est en cours.

87% des présidents jugent que le renforcement de l'intervention économique de leur communauté passe par une définition plus ambitieuse de l'intérêt communautaire.

Enquête menée durant l'assemblée générale des adhérents de l'AdCF à Lille le 8 octobre 2014.

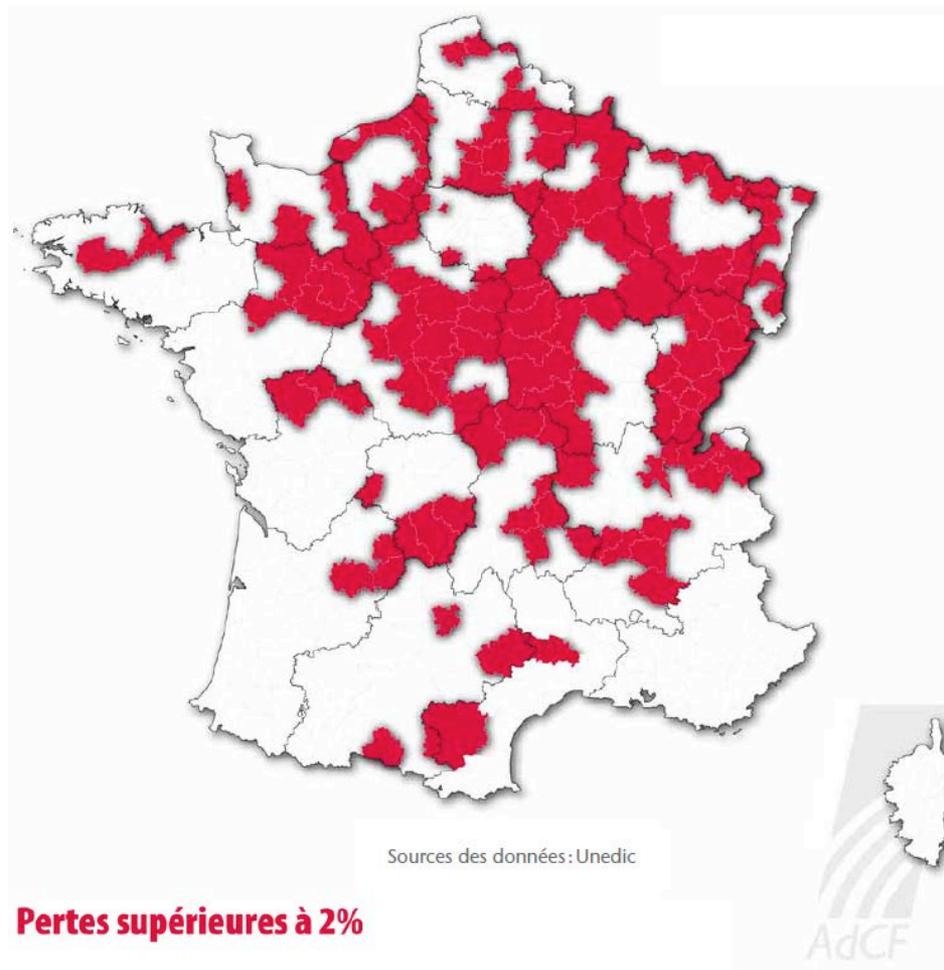
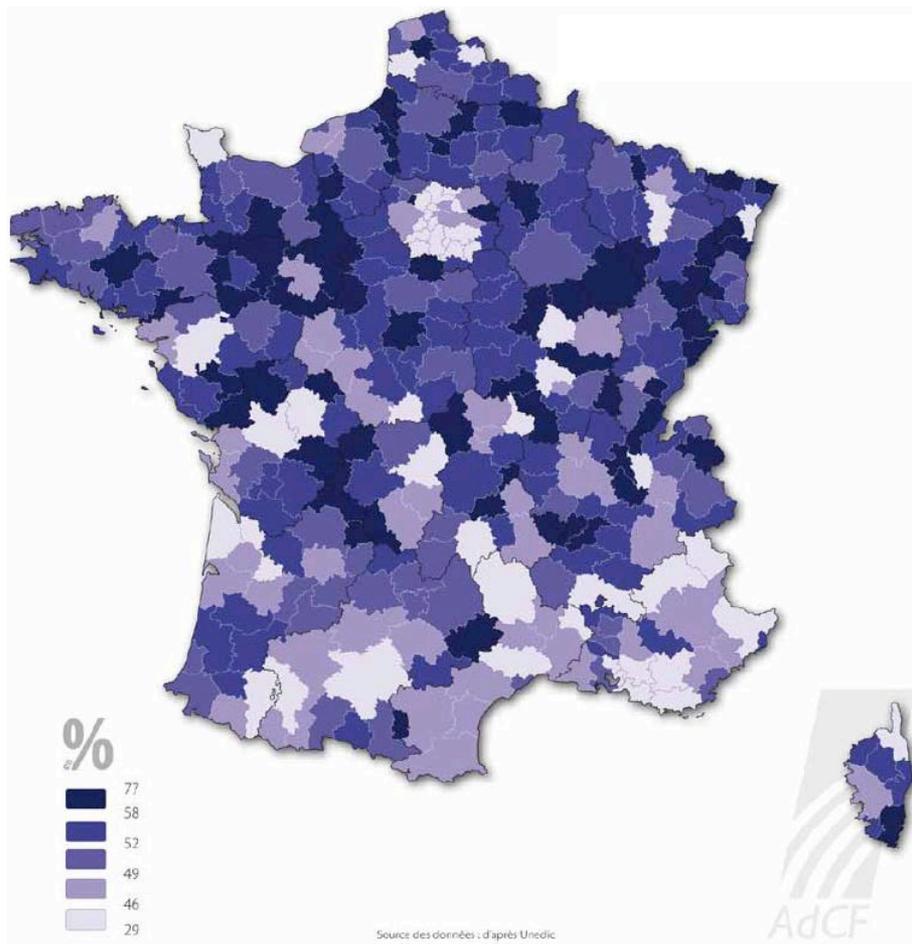
→ Promouvoir des modes d'organisation économique plus efficaces et plus lisibles

L'Axe 1 du Pacte Entreprises-territoires de l'AdCF :

-« Mieux organiser nos bassins d'emploi : clarifier les rôles, mutualiser les compétences »

-L'intercommunalité, « plate-forme locale de solutions et de services »

La crise et nos territoires : effet sur l'emploi et vulnérabilité des territoires



Part des emplois salariés privés liés aux secteurs d'activité touchés par la crise (2007 – 2008) par zone d'emploi.

Les zones d'emploi qui ont perdu le plus d'emplois salariés privés en 2007-2008.



www.adcf.org